



Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d’Affaires mondiales Canada

PROFIL DU RÉPONDANT

Répondez-vous à titre personnel ou en tant que représentant d’une organisation?

- À titre personnel
- Représentant d’une organisation (SVP complétez) :

Nom de l’organisation : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Taille de l’organisation (si vous répondez au nom d’une organisation) :

- Plus de 500 employés ou membres
- Entre 100 et 499 employés ou membres
- Entre 10 et 99 employés ou membres
- Moins de 10 employés ou membres

Secteur professionnel (cochez toutes les réponses qui s’appliquent) :

- Association industrielle
- Exportateur de marchandises et de technologies à double usage
- Exportateur de marchandises et de technologies militaires
- Exportateur de marchandises et de technologies liées au nucléaire
- Exportateur de marchandises et de technologies spatiales
- Exportateur de marchandises et de technologies liées à l’aérospatiale et aux missiles
- Exportateur de marchandises et de technologies biologiques ou chimiques à double usage
- Organisation de la société civile
- Université ou institut de recherche
- Autochtone
 - Institution ou association
 - Personne
- Simple citoyen
- Autre – veuillez préciser : _____

Provinces/territoires où votre organisation ou entreprise est enregistrée ou dirigée (cochez toutes les réponses qui s’appliquent):

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Tout le Canada | <input type="checkbox"/> Ontario |
| <input type="checkbox"/> Alberta | <input type="checkbox"/> Québec |
| <input type="checkbox"/> Colombie-Britannique | <input type="checkbox"/> Saskatchewan |
| <input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard | <input type="checkbox"/> Terre-Neuve-et-Labrador |
| <input type="checkbox"/> Manitoba | <input type="checkbox"/> Territoires du Nord-Ouest |
| <input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick | <input type="checkbox"/> Yukon |
| <input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse | <input type="checkbox"/> Autre pays/État : _____ |
| <input type="checkbox"/> Nunavut | |

Avez-vous déjà demandé une licence d’exportation en vertu de la [Loi sur les licences d’exportation et d’importation](#)?

- Oui
- Non



Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d’Affaires mondiales Canada

Dans l’affirmative, à quelle fréquence?

- Périodiquement, à des fins personnelles (p. ex. expéditions de chasse)
- Moins de 10 fois par année
- Entre 10 et 50 fois par année
- Entre 51 et 100 fois par année
- Plus de 100 fois par année

Veillez indiquer les pays vers lesquels vous exportez des marchandises et technologies contrôlées (cochez toutes les réponses qui s’appliquent) :

Amérique du Nord

- Mexique
- États-Unis

Vos exportations actuelles vers les États-Unis nécessitent-elles une licence?

- Oui
- Non

Asie-Pacifique

- Australie
- Bangladesh
- Brunéi
- Chine
- Corée du Nord
- Corée du Sud
- Hong Kong (RAS de)
- Inde
- Indonésie
- Japon
- Laos
- Macao
- Malaisie
- Myanmar
- Nouvelle-Zélande
- Pakistan
- Philippines
- Singapour
- Sri Lanka
- Taïwan
- Thaïlande
- Vietnam
- Autre : _____

Europe

- Autriche
- Allemagne
- Belgique
- Croatie
- Danemark
- Espagne
- Estonie
- Finlande
- France
- Grèce
- Hongrie
- Irlande
- Islande
- Italie
- Kazakhstan
- Kosovo
- Lettonie
- Lituanie
- Norvège
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Royaume-Uni
- Russie
- Serbie
- Slovaquie
- Suède
- Suisse
- Turquie



Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d’Affaires mondiales Canada

- Ukraine
- Autre : _____

Amérique latine et Caraïbes

- Antilles néerlandaises
- Argentine
- Barbade
- Brésil
- Chili
- Colombie
- Costa Rica
- Cuba
- Équateur
- Guatemala
- Guyana
- Haïti
- Jamaïque
- Panama
- Pérou
- République dominicaine
- Saint-Kitts-et-Nevis
- Salvador
- Suriname
- Trinité-et-Tobago
- Uruguay
- Venezuela
- Autre : _____

Moyen-Orient et Afrique du Nord

- Algérie
- Arabie saoudite
- Cisjordanie et bande de Gaza

- Égypte
- Émirats arabes unis
- Israël
- Jordanie
- Koweït
- Liban
- Libye
- Maroc
- Qatar
- Syrie
- Tunisie
- Autre : _____

Afrique subsaharienne

- Afrique du Sud
- Angola
- Botswana
- Burkina Faso
- Côte d’Ivoire
- Éthiopie
- Ghana
- Guinée
- Kenya
- Mali
- Mozambique
- Nigéria
- Sénégal
- Soudan
- Tanzanie
- Zimbabwe
- Autre : _____



Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d’Affaires mondiales Canada

**Veillez indiquer les pays que votre organisation ou entreprise cible pour l’exportation
de marchandises et de technologies contrôlées dans les cinq prochaines années :**

Amérique du Nord

- États-Unis
- Mexique

Asie-Pacifique

- Australie
- Bangladesh
- Brunéi
- Chine
- Hong Kong (RAS de)
- Inde
- Indonésie
- Japon
- Corée du Nord
- Corée du Sud
- Laos
- Macao
- Malaisie
- Myanmar
- Nouvelle-Zélande
- Pakistan
- Philippines
- Singapour
- Sri Lanka
- Taïwan
- Thaïlande
- Vietnam
- Autre : _____

Europe

- Allemagne
- Autriche
- Belgique
- Croatie
- Danemark
- Espagne
- Estonie
- Finlande
- France

- Grèce
- Hongrie
- Irlande
- Islande
- Italie
- Kazakhstan
- Kosovo
- Lettonie
- Lituanie
- Norvège
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Royaume-Uni
- Russie
- Serbie
- Slovaquie
- Suède
- Suisse
- Turquie
- Ukraine
- Autre : _____

Amérique latine et Caraïbes

- Antilles néerlandaises
- Argentine
- Barbade
- Brésil
- Chili
- Colombie
- Costa Rica
- Cuba
- Équateur
- Guatemala
- Guyana
- Haïti
- Jamaïque



Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d’Affaires mondiales Canada

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Panama | <input type="checkbox"/> Qatar |
| <input type="checkbox"/> Pérou | <input type="checkbox"/> Syrie |
| <input type="checkbox"/> République dominicaine | <input type="checkbox"/> Tunisie |
| <input type="checkbox"/> Saint-Kitts-et-Nevis | <input type="checkbox"/> Autre : _____ |
| <input type="checkbox"/> Salvador | |
| <input type="checkbox"/> Suriname | |
| <input type="checkbox"/> Trinité-et-Tobago | |
| <input type="checkbox"/> Uruguay | |
| <input type="checkbox"/> Venezuela | |
| <input type="checkbox"/> Autre : _____ | |

Moyen-Orient et Afrique du Nord

- Algérie
- Arabie saoudite
- Cisjordanie et bande de Gaza
- Égypte
- Émirats arabes unis
- Israël
- Jordanie
- Koweït
- Liban
- Libye
- Maroc

Afrique subsaharienne

- Afrique du Sud
- Angola
- Botswana
- Burkina Faso
- Côte d’Ivoire
- Éthiopie
- Ghana
- Guinée
- Kenya
- Mali
- Mozambique
- Nigéria
- Sénégal
- Soudan
- Tanzanie
- Zimbabwe
- Autre : _____

Exportez-vous l’une des armes complètes ou l’un des systèmes d’armes suivants? (cochez toutes les réponses qui s’appliquent)

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Chars de combat | <input type="checkbox"/> Hélicoptères de combat |
| <input type="checkbox"/> Véhicules blindés de combat | <input type="checkbox"/> Navires de guerre |
| <input type="checkbox"/> Systèmes d’artillerie de gros calibre | <input type="checkbox"/> Missiles et lanceurs de missiles |
| <input type="checkbox"/> Avions de combat | <input type="checkbox"/> Armes légères et armes de petit calibre |

Exportez-vous des pièces et des composantes qui contribuent à la fabrication d’un des systèmes complets suivants? (cochez toutes les réponses qui s’appliquent)

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Éléments à double usage | <input type="checkbox"/> Navires de guerre |
| <input type="checkbox"/> Chars de combat | <input type="checkbox"/> Missiles et lanceurs de missiles |
| <input type="checkbox"/> Véhicules blindés de combat | <input type="checkbox"/> Armes légères et armes de petit calibre |
| <input type="checkbox"/> Systèmes d’artillerie de gros calibre | <input type="checkbox"/> Autre – Veuillez préciser :
_____ |
| <input type="checkbox"/> Avions de combat | |
| <input type="checkbox"/> Hélicoptères de combat | |



Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d’Affaires mondiales Canada

QUESTIONNAIRE

Traité sur le commerce des armes : Critères d’évaluation et critère de risque sérieux

Note : Veuillez lire les éléments pertinents du [document d’information](#) avant de répondre aux questions de la présente section.

1. Que pensez-vous de l’approche proposée par le gouvernement pour évaluer les critères du Traité sur le commerce des armes (TCA), y compris la déclaration sur la manière dont il évaluera la gravité des violations des droits de la personne? En gardant à l’esprit que cette liste de critères n’est pas exhaustive, veuillez indiquer toute autre considération qui, selon vous, devrait être incluse dans ces évaluations.

2. Selon vous, quels types de mesures d’atténuation, y compris, sans toutefois s’y limiter, les exemples énumérés dans le document d’information pourraient être pris en compte par la ministre des Affaires étrangères pour déterminer si une transaction présente un risque important au regard des critères d’évaluation du TCA? Veuillez expliquer votre point de vue sur l’approche proposée par le gouvernement pour évaluer le risque sérieux.

3. L’inclusion des critères d’évaluation du TCA dans la législation et la création d’un critère de risque sérieux sont censées avoir un certain nombre d’effets comme ceux qui sont énumérés dans le tableau ci-dessous. Veuillez indiquer si vous pensez que les modifications apportées auront l’effet escompté.

	Tout à fait d’accord	D’accord	En désaccord	Pas du tout d’accord	Ne sais pas/sans opinion
a) Empêcher que les exportations militaires du Canada soient utilisées pour commettre de graves violations des droits de la personne.					
b) Aider les exportateurs canadiens quant à leur diligence raisonnable à évaluer les risques potentiels de leurs activités d’exportation en ce qui concerne le respect des droits de la personne.					
c) Améliorer la transparence du processus de délivrance de licence d’exportation.					
d) Maintenir l’intégrité du processus de délivrance de licence d’exportation et soutenir la compétitivité de l’industrie canadienne par rapport à ses alliés et à ses partenaires aux vues similaires.					



Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d’Affaires mondiales Canada

Si vous souhaitez fournir des informations supplémentaires sur les raisons pour lesquelles vous êtes d’accord ou non, veuillez le faire.

4. Lors de l’évaluation du risque posé par la transaction spécifiée dans une demande de licence d’exportation ou de courtage par rapport aux critères d’évaluation du TCA, comment le Canada devrait-il faire la différence entre des systèmes complets d’armes classiques (par exemple, un véhicule blindé ou un fusil) et des pièces ou composants (par exemple, une pompe à carburant pour un véhicule ou une lunette de visée d’un fusil)? Veuillez fournir des explications.

5. Selon vous, quels critères précis le gouvernement devrait-il utiliser pour évaluer les demandes de licence d’exportation et de courtage quant au risque que les activités d’exportation entraînent des actes graves de violence fondée sur le genre ou de violence à l’égard des femmes et des enfants?

6. Quelles sources d’informations fiables et fondées sur des éléments probants considérez-vous que le gouvernement devrait prendre en compte pour évaluer le risque que des activités d’exportation soient utilisées d’une manière qui serait contraire aux critères du TCA (énumérés dans le document d’information)?

Diligence raisonnable de l’exportateur

7. Si vous exportez des articles contrôlés :

- A) Votre entreprise a-t-elle mis en place des pratiques internes pour évaluer le risque que vos exportations soient utilisées pour porter atteinte aux droits de la personne? Dans l’affirmative, veuillez expliquer en quoi elles consistent.
- B) Votre entreprise a-t-elle mis en place des pratiques internes pour évaluer le risque que vos exportations soient modifiées par l’utilisateur final et utilisées pour porter atteinte aux droits de la personne ? Dans l’affirmative, veuillez expliquer en quoi elles consistent.

8. En tant qu’exportateur d’articles contrôlés, quels types de risques êtes-vous en mesure de mesurer efficacement et quels critères et paramètres utilisez-vous pour mesurer ces risques?

9. Si vous ne mesurez pas déjà ces types de risques, veuillez décrire quels critères et paramètres d’évaluation des risques pratiques et pouvant donner lieu à une action seraient les plus utiles à cette fin.

Mesures additionnelles possibles pour protéger les intérêts du Canada en matière de sécurité nationale

Note : Veuillez lire les éléments pertinents du [document d’information](#) avant de répondre aux questions de la présente section.

10. Quelles mesures croyez-vous que le gouvernement du Canada devrait mettre en œuvre pour améliorer son cadre de lutte contre la prolifération et pour se protéger contre la prolifération des articles préoccupants? Veuillez expliquer pourquoi vous êtes d’accord, ou non, avec le fait que le Canada mette en place des restrictions relativement à d’autres articles suscitant des préoccupations en matière de prolifération.



Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d’Affaires mondiales Canada

11. Quels moyens pourraient permettre une meilleure surveillance de l’utilisation finale et des utilisateurs finaux d’exportations canadiennes contrôlées?

12. Quels moyens permettraient de mieux s’assurer que ces exportations ne sont pas détournées vers une utilisation finale ou un utilisateur final non autorisés d’une manière qui pourrait constituer une menace pour le Canada ou ses alliés, ou qui pourrait faciliter la perpétration de violations graves des droits de la personne?

13. Croyez-vous que des mesures supplémentaires sont nécessaires pour renforcer davantage le régime de contrôle à l’exportation du Canada, et ce, afin de protéger le pays contre les menaces à la sécurité nationale fondées sur des considérations économiques (par exemple, l’acquisition illicite de technologies sensibles ou émergentes par des États étrangers)? Dans l’affirmative, veuillez expliquer quelles autres mesures le gouvernement du Canada devrait envisager.

Mesures de contrôle du courtage

Note : Veuillez lire les éléments pertinents du [document d’information](#) avant de répondre aux questions de la présente section.

14. En vous basant sur la définition du courtage proposée dans le document d’information, pensez-vous que vous ou votre organisation avez entrepris, au cours des cinq dernières années, des activités de courtage concernant tout article devant figurer sur la liste des marchandises de courtage contrôlé (à l’exclusion des transferts intra-sociétés)?

- Oui
- Non

Dans l’affirmative, veuillez fournir :

- a) une description des articles contrôlés que vous avez négociés
- b) le pays à partir duquel les articles ont été exportés
- c) le pays de destination des articles exportés

a) Description des articles contrôlés que vous avez négociés	b) Pays à partir duquel les articles ont été exportés	c) Pays de destination



Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d’Affaires mondiales Canada

15. En vous basant sur la définition du courtage proposée dans le document d’information, anticipez-vous des situations qui pourraient être involontairement visées par la réglementation sur le courtage, mais qui ne constituent pas des activités de courtage?

- Oui
- Non

Dans l’affirmative :

- a) Veuillez fournir des exemples.
- b) Selon vous, que pourrait-on faire pour limiter des cas semblables ou éviter qu’ils ne se produisent?

16. Croyez-vous que la définition proposée apporte suffisamment de clarté pour guider vos actions liées au courtage?

- Oui
- Non

Si vous avez répondu non :

- a) Veuillez fournir tout élément supplémentaire que, selon vous, le gouvernement devrait prendre en compte lors de l’élaboration de nouveaux règlements sur le courtage et de politiques connexes.
- B) Quelles informations supplémentaires vous seraient utiles afin de mieux comprendre ces nouvelles mesures de contrôle du courtage?

17. Certains pays prennent en compte les transferts intra-entreprises dans le cadre de leurs mesures de contrôle du courtage, alors que d’autres ne le font pas. Selon vous, comment le gouvernement du Canada devrait-il traiter les transferts intra-entreprises?

Déclaration des exportations vers les États-Unis

Note : Veuillez lire les éléments pertinents du [document d’information](#) avant de répondre aux questions de la présente section.

18. L’adhésion au TCA exigera la présentation de rapports sur un ensemble précis de systèmes complets d’armes classiques, dont certains pour lesquels Affaires mondiales Canada n’exige pas actuellement de permis ou ne recueille pas de données. Veuillez expliquer s’il y a d’autres éléments qui, à votre avis, devraient faire l’objet d’un rapport.

19. Le fait de présenter des rapports sur un plus grand nombre d’articles contrôlés exportés vers les États-Unis aurait-il une incidence défavorable sur votre secteur d’activité ? Dans l’affirmative, veuillez expliquer quelle serait cette incidence sur le plan du temps, des ressources, du fardeau administratif et sur d’autres aspects.

20. Veuillez nous faire part de vos suggestions quant à la manière de recueillir ces données sans alourdir le fardeau imposé aux exportateurs.



Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d’Affaires mondiales Canada

Service de traitement des licences d’exportation

21. Si vous avez déjà demandé une licence d’exportation en vertu de la Loi sur les licences d’exportation et d’importation, ou avez fait une demande de renseignements à ce sujet, comment évalueriez-vous votre degré de satisfaction à l’égard de la qualité et de la rapidité du service reçu?

Qualité du service

- Très satisfait
- Satisfait
- Insatisfait
- Très insatisfait

Veillez formuler des commentaires, en présentant des exemples pertinents : _____

Rapidité du service

- Très satisfait
- Satisfait
- Insatisfait
- Très insatisfait

Veillez formuler des commentaires, en présentant des exemples pertinents : _____

22. Avez-vous des suggestions pour améliorer la qualité et la rapidité du service de délivrance de licence d’exportation d’Affaires mondiales Canada?

23. Si vous avez déjà demandé une licence d’exportation en vertu de la Loi sur les licences d’exportation et d’importation, quels seraient les effets d’un allongement potentiel des délais de traitement sur la planification et les processus de votre entreprise?

24. Que pourrait faire le gouvernement pour atténuer toute incidence sur la compétitivité des entreprises canadiennes?

25. Comment les modifications proposées à la réglementation sur les contrôles à l’exportation du gouvernement, en particulier les nouvelles exigences en matière de licence de courtage et la diligence accrue en ce qui a trait aux critères d’évaluation du Traité sur le commerce des armes, toucheront-elles la planification et les processus de votre entreprise?

26. Affaires mondiales Canada maintient des processus d’évaluation accélérés pour les exportations à faible risque vers certains pays. Cela a généralement permis au Ministère de traiter 96 % des demandes de licences d’exportation à destination de ces pays dans le respect de la norme de service établie, qui est de 10 jours ouvrables. Croyez-vous que le Canada devrait conserver un processus accéléré pour les exportations à faible risque vers certains pays? Veuillez fournir des explications.



Consultation publique : Renforcement proposé du régime de contrôle des exportations d’Affaires mondiales Canada

27. Veuillez indiquer tout autre élément du système actuel de contrôle des exportations du Canada, y compris les processus et pratiques de délivrance de licence, qui, selon vous, devrait être conservé.

28. Quel est selon vous le moyen le plus efficace pour le gouvernement de tenir l’industrie au courant des modifications apportées à la réglementation en matière de contrôle des exportations?

29. Selon vous, le gouvernement pourrait-il fournir des informations supplémentaires ou un soutien susceptible d’aider l’industrie à se conformer à la réglementation actuelle et à celle qui est proposée en matière de contrôle des exportations?

30. Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires supplémentaires sur le sujet de la consultation dans l’espace prévu ci-dessous.

Coordonnées pour suivi

Dans le cadre de ce processus de consultation, Affaires mondiales Canada rencontrera des intervenants intéressés pour connaître leurs commentaires sur les améliorations proposées au régime de contrôle à l’exportation du Canada.

Souhaiteriez-vous participer à une réunion pour discuter plus en détail de vos opinions ou des commentaires fournis aux fins de cette consultation? Si oui, veuillez nous indiquer votre nom et vos coordonnées.

- Non, merci; s’il vous plaît, n’entrez pas en communication avec moi.
- Oui, veuillez entrer en communication avec moi.

Nom de la personne/organisation : _____

Numéro de téléphone : _____

Courriel : _____

Nous vous remercions de votre intérêt et de votre participation à cette consultation. Si vous avez d’autres commentaires, veuillez envoyer un courriel à expctrpol@international.gc.ca.